

Géopolitique et Défense nationale

Jean-François Fiorina s'entretient avec le général Desportes

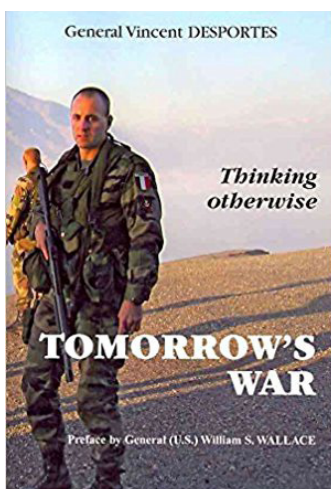


Général Vincent Desportes : n'oublions jamais que notre monde est un monde de rapports de force, qui sont avant tout des rapports armés.

En quoi la géopolitique intéresse-t-elle les militaires ? Comment ceux-ci ont-ils vécu la fin de la Guerre froide, puis le règne de l'hyperpuissance US et enfin l'émergence d'un monde multipolaire ? L'Europe va-t-elle enfin se donner les moyens de sa puissance ? Après les turbulences de cet été entre le président de la République et les armées, sur quel mode penser les rapports entre le politique et le militaire ? ... Spécialiste de la réflexion stratégique, professeur à Sciences Po, ancien directeur de l'Ecole de Guerre, le général Vincent Desportes analyse les bouleversements géopolitiques majeurs que nous vivons, plaidant pour un redressement des budgets militaires et pour un authentique *hard power*, seul à même de conforter notre *soft power*.

Vous avez commandé l'Ecole de Guerre et vous êtes féru de stratégie. Selon vous, quelle place occupe la géopolitique pour un responsable militaire de haut niveau ? Comment s'articulent géopolitique et défense nationale ?

A l'heure de la mondialisation, tout haut responsable, civil ou militaire, quel que soit son domaine d'action, doit, de par la nature même de ses activités, suivre avec attention et en permanence l'évolution géopolitique de notre planète. La sphère de la défense, tout particulièrement, doit s'attacher à comprendre les rapports de force sur la scène internationale. Aujourd'hui plus encore qu'hier. Hier, la défense de la France se faisait face à l'Allemagne ou l'URSS. A présent, elle implique de décrypter minutieusement ce qui se passe partout et en temps réel, que ce soit dans la bande sahélienne ou en Corée du nord. De par sa nature propre, le militaire s'intéresse à la géopolitique car la défense de la France est une "défense de l'avant", qui ne se fait plus sur le rideau de fer, mais en Afrique ou au Proche-Orient. C'est la raison pour laquelle l'une des épreuves majeures, l'une des plus délicates aussi, pour les officiers au concours d'entrée à l'Ecole de guerre, reste la géopolitique et la connaissance du monde contemporain. Ensuite, le cursus de formation à l'Ecole de guerre comporte de nombreuses conférences sur les questions géopolitiques. De fait, la géopolitique constitue pour les élèves de l'Ecole de guerre une composante essentielle de leur écosystème. Pour élargir le spectre de votre question, souvenons-nous que le général de Gaulle disait que la véritable école du commandement était la culture générale. Il faisait écho en cela à l'un de ses illustres prédécesseurs, le général Lyautey, lequel soulignait que *"celui qui n'est que militaire est un mauvais militaire"*, signifiant ainsi que le militaire doit intégrer sa réflexion dans un cadre bien plus vaste que le seul domaine technique. Et c'est là naturellement que la dimension géopolitique – dans ses différents aspects, militaire, certes, mais aussi économique, écologique, social... – prend sa place pleine et entière.



Vous avez commencé votre carrière au sein d'un monde bipolaire, dominée par les deux superpuissances qu'étaient alors les USA et l'URSS. La chute du Mur de Berlin a ensuite permis le surgissement à l'échelle mondiale de l'hyperpuissance américaine (pour reprendre l'expression forgée par Hubert Védrine). Cette suprématie se trouve aujourd'hui remise en question dans un monde qui apparaît dorénavant comme multipolaire. Comment avez-vous vécu des différents stades ? Quelles leçons en tirez-vous sur le plan géopolitique et surtout comment voyez-vous l'évolution des choses dans les années à venir sur la scène internationale ?



Il est exact que les militaires qui, comme moi, ont connu pendant quinze ou vingt ans, la Guerre froide, ont vu un nouvel horizon émerger en même temps que le Mur de Berlin s'effondrait. Un monde d'incertitude succédait ainsi à un monde de certitude, coupé clairement entre Est et Ouest. Les armées, d'une manière générale, ont mis une bonne décennie à intégrer dans leur raisonnement les paramètres de la nouvelle configuration. Cette décennie a, pour l'armée française en particulier, été marquée par les interventions dramatiques au cœur des Balkans, dans une situation complexe qui cristallisait une redistribution des cartes sur la scène géopolitique. Militaires et politiques ont alors vécu dans l'illusion de "l'unipolarité" du monde. Emblématique de cette

euphorie qui suit la chute du Mur, Laurent Fabius plaide en juin 1990 pour que la France puisse "engranger les dividendes de la paix"... Les occidentaux sont alors persuadés que l'ère des guerres est achevée et que le monde post-moderne est en train de naître. En réalité, on entre alors subrepticement dans un monde bien plus complexe, bien plus opaque et bien plus désordonné que celui qui était régi auparavant par Moscou et Washington. Certes, les militaires n'ont jamais été vraiment dupes de cette illusion, mais il n'en allait pas de même du monde civil et surtout du monde politique. D'où la poursuite à la baisse ininterrompue des budgets de défense durant de longues années. D'autant que les guerres que vivaient les militaires se faisaient à l'extérieur du territoire national, ne rencontrant que peu ou pas d'écho dans les médias et l'opinion publique. Se creusait ainsi un fossé entre les décideurs d'un monde irénique de paix perpétuelle, et les militaires qui, loin en opérations, constataient bel et bien la pérennité de la guerre, sous des formes nouvelles. Ce retour de l'Histoire était sanctionné dans les faits par un retour au réel, à cette vérité que l'on ne doit jamais oublier, à savoir que notre monde est un monde de rapports de forces, qui sont avant tout des rapports armés. En France même, il a fallu attendre Charlie-Hebdo, Le Bataclan et Nice pour que le public perçoive cette tragique réalité. Aujourd'hui, les Français dans leur grande majorité comprennent d'une part l'urgente nécessité qu'il y a à rétablir les budgets de défense à des niveaux décents et d'autre part que les frontières de l'Europe n'arrêtent en rien la violence.

Le soft power, la puissance douce, ne peut pas tout, loin de là. Elle se révèle être extrêmement utile, certes, mais elle ne peut exister si elle ne s'appuie pas sur le hard power, la puissance dure.

Une des leçons majeures que nous devons également tirer de tout cela est que le *soft power*, la puissance douce, ne peut pas tout, loin de là. Elle se révèle être extrêmement utile, certes, mais elle ne peut exister si elle ne s'appuie pas sur le *hard power*, la puissance dure. Or on a laissé cette dernière s'effiloche. D'où, en toute logique, une incapacité opérationnelle des outils de *soft power* que l'on souhaite développer. L'Europe en est l'exemple emblématique. L'Europe n'a pas de *hard power*. Il n'y a pas d'armée européenne. Par conséquent, la voix de l'Europe ne porte pas, alors qu'elle a quelque chose à dire au monde. Ce que disait Théodore Roosevelt demeure vrai : on peut dialoguer et écouter, mais il faut toujours avoir le gros bâton derrière le dos... Il ne peut y avoir de *soft power* digne de ce nom sans une solide assise de *hard power*. En outre, autre leçon à tirer, depuis les Lumières, nous avons eu la prétention de croire que nos valeurs étaient universelles, attendues et espérées par le monde entier. En fait, nous n'avons pas voulu voir que nos valeurs n'étaient universelles que parce que notre épée était universelle. L'histoire du monde, c'est l'histoire du missionnaire qui suit l'épée. Nos valeurs ne portent que jusqu'à la limite où l'épée peut porter. Or, si l'épée occidentale demeure forte, nous ne sommes cependant plus capables de la transformer en puissance. Pourquoi ? Nos démocraties s'affaiblissent, c'est d'ailleurs dans leur logique même. Ensuite, nous accordons un prix énorme à la vie humaine, d'où la difficulté politique à utiliser l'épée. Résultat, il est de plus en plus difficile de transformer la force militaire en puissance politique. Il va donc falloir s'habituer au fait que nous ne pouvons plus imposer aux populations de l'autre bout du monde notre vision des choses et nos codes de valeurs. Notre zone de contrôle et d'influence va inexorablement se réduire, au bénéfice d'autres zones qui vont croître. Ce sont ces puissances régionales émergentes qui vont réguler des espaces géostratégiques redéfinis, où elles feront vivre leurs propres valeurs. La Chine en est un

bon exemple, l'Inde aussi. Nous aurons d'ailleurs des intérêts communs, le monde sera simplement régulé différemment. Mais cette évolution inéluctable ne nous dispense en rien de protéger notre territoire.

Quid de la France dans tout cela ? Quelle est notre puissance réelle ? Quel rôle notre pays peut-il jouer en matière de relations internationales ? En particulier, quelle marge de manœuvre avons-nous par rapport aux Etats-Unis ?

On le sait, la France s'est faite à coups d'épée. Elle a une tradition militaire bien établie. Aussi doit-elle jouer son rôle en Europe et emmener dans son sillage d'autres nations, dont bien sûr l'Allemagne.

En matière de forces armées, il n'existe que deux systèmes au monde capables d'intervenir de manière efficace au loin sur une durée plus ou moins longue, l'américain et le français. Et encore, ce dernier a été affaibli considérablement par les deux derniers quinquennats de disette budgétaire sous les présidents Sarkozy et Hollande. Mais la puissance française existe encore, fort heureusement. Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, ne disait-il pas en substance il y a un an que la défense de l'Europe, c'était l'armée française ? On le sait, la France s'est faite à coups d'épée. Elle a une tradition militaire bien établie. Aussi doit-elle jouer son rôle en Europe et emmener dans son sillage d'autres nations, dont bien sûr l'Allemagne. Pour cela, il est impératif que la France revoie à la hausse le budget de la défense. En outre, il est également capital que la France et l'Europe retrouvent leur autonomie stratégique à l'égard des Etats-Unis. Il faut bien se rendre compte que nous sommes dépendants des Etats-Unis pour conduire dans la durée des opérations lointaines, que ce soit en termes de capacités de projection ou de renseignement. Un exemple parmi tant d'autres : dans l'opération Barkhane que nous menons au Sahel, les drones que nous utilisons et dont nous avons impérativement besoin, sont sous contrôle américain.

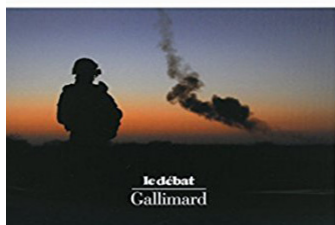
Nous devons être lucides – Donald Trump l'a dit très clairement ces derniers jours à la tribune des Nations unies – les intérêts européens et les intérêts américains ne sont pas les mêmes. L'Europe doit donc être capable de se défendre elle-même, quel que soit le type de menace. Il y a urgence car on observe une dérive des Etats-Unis vers l'ouest et le Pacifique, notamment pour des raisons économiques, en même temps que son évolution démographique (en 2040, la majorité des Américains sera d'origine africaine, asiatique ou hispanique) va l'éloigner toujours davantage de ses racines européennes. Au XX^{ème} siècle, lors des deux conflits mondiaux, les Américains sont venus en Europe non seulement pour protéger ce qu'ils estimaient être le berceau de leurs valeurs mais aussi parce qu'une Europe stable et pacifiée constituait un marché capital pour leur économie. Ce n'est plus le cas aujourd'hui et ce le sera encore moins demain. D'où un bouleversement considérable de la donne géopolitique que nous devons anticiper dès maintenant. L'Europe doit donc, dans les deux décennies qui viennent, acquérir impérativement une stature autonome, pour se faire respecter et faire entendre sa voix. L'Amérique est et reste un partenaire indispensable, continuant de jouer un rôle-clé sur la scène internationale, mais elle n'est pas forcément l'exemple à suivre. Gardons à l'esprit que l'Amérique a perdu toutes ses guerres depuis un demi-siècle. Il est donc vain de suivre ce modèle américain. Au contraire, efforçons-nous de repenser un mode d'action et de réflexion adapté à l'Europe et prenant en compte de façon réaliste tout à la fois l'aspect régulateur et l'aspect prédateur des Etats-Unis.

Votre livre La dernière bataille de France (Gallimard, 2015), a reçu le Grand Prix 2016 de l'Académie française. Il constitue une sérieuse mise en garde quant à l'affaiblissement de notre outil de défense.... Comment expliquez-vous le désintérêt de certaines élites de notre pays pour les questions de défense ? Et quid de la démission du général Pierre de Villiers en juillet dernier ?

Ce désintérêt de certaines élites repose en grande partie sur l'illusion d'un monde post-moderne d'où la guerre aurait disparu. Heureusement, semble-t-il, cette perception erronée est en train de changer. Mais la récente réaction du porte-parole du gouvernement, M. Christophe Castaner, est révélatrice d'un certain état d'esprit quand il considère ouvertement que pour un député, aller siéger à la commission de la défense constitue une punition ! La classe politique qui est arrivée au pouvoir dans le sillage de l'élection du président Macron est trop jeune pour comprendre le monde réel et mettre correctement les faits en perspective pour les appréhender sur un mode réaliste. Quand ces jeunes responsables verront devant eux les cercueils de soldats tués en opérations, ils comprendront que le politique a la responsabilité des engagements extérieurs et qu'il doit donner les moyens à ses soldats d'accomplir leur mission, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Quant à l'humiliation publique que le président Macron a fait subir aux armées par l'intermédiaire du général Pierre de Villiers le 13 juillet dernier, réitérant ensuite sa démarche dans la presse de manière

GÉNÉRAL VINCENT DESPORTES

LA DERNIÈRE BATAILLE DE FRANCE



Gardons en permanence à l'esprit que le rapport entre le président de la République, chef des armées, et les armées, n'est en réalité pas administratif mais bel et bien charnel.

méprisante, elle est inquiétante. Elle prouve que cette jeune classe politique montante ignore complètement ce qu'est l'armée. L'obéissance militaire est fondée sur le respect mutuel, sur l'amitié, la compréhension. La nation, et la classe politique en particulier, ont un devoir à l'égard des soldats qui peuvent, pour respecter les ordres donnés, aller jusqu'au sacrifice suprême. A cet égard, il me semblerait utile de faire en sorte que l'on ne puisse obtenir un poste public de haut niveau sans avoir une connaissance réelle de ce qu'est le monde militaire. Je constate que les deux présidents – Macron et Sarkozy – qui ont créé de graves crises avec les armées sont ceux qui justement ne connaissaient rien aux armées. L'armée n'est pas un outil de communication, elle n'est pas un marchepied politique. Même s'il a fait des erreurs sur le plan géopolitique et que sous son quinquennat, la situation matérielle et budgétaire des armées s'est terriblement dégradée, le président Hollande avait conscience de la réalité des armées. Il est vrai qu'il avait fait son service militaire comme officier de réserve et que cette immersion dans l'univers militaire l'a sans doute conduit ensuite à davantage de prudence. Il y a donc là à l'évidence un système à repenser, en gardant en permanence à l'esprit que le rapport entre le président de la République, chef des armées, et les armées, n'est en réalité pas administratif mais bel et bien charnel.

Comment percevez-vous l'articulation entre défense nationale et économie ?

La défense est avant tout un sujet d'ordre politique, elle est polymorphe et se déploie sur plusieurs champs d'action, dont le champ militaire. Mais il existe aussi un champ économique, un champ diplomatique, un champ écologique... Il est d'ailleurs positif que le ministère qui fut longtemps celui de la Défense ait repris son nom de ministère des Armées. La défense est l'affaire du gouvernement, c'est une œuvre commune qui se répartit entre différents ministères. Et l'outil militaire n'est jamais qu'un des modes choisis pour faire aboutir une action politique. L'économie fait totalement partie de la défense. Pour preuve, il n'y a pas de sécurité sans développement, pas de développement sans économie, pas d'économie sans gouvernance... Tous ces paramètres sont étroitement imbriqués les uns dans les autres.

Quels conseils donneriez-vous à des étudiants en école de management pour les inciter à s'intéresser non seulement à la géopolitique mais aussi aux questions de défense ? Et que leur diriez-vous de l'art de commander aux équipes qui seront les leurs ?



L'époque où l'on pensait que la guerre était morte et que la paix économique allait régner définitivement sur la planète, cette période utopique est bel et bien révolue. L'économie ne peut s'épanouir que si la paix règne. Donc il ne peut y avoir d'économie saine sans prise en compte des questions de sécurité et de défense, parmi lesquelles les questions militaires. Il est indispensable que les étudiants comprennent la nature des interactions qui sont à l'œuvre dans nos sociétés. Il faut aussi renouer avec une vision de long terme, pour bien saisir l'impérieuse nécessité de forces armées capables d'assurer la sécurité de nos intérêts et de nos concitoyens à l'intérieur et à l'extérieur du territoire national, capables aussi de protéger les flux commerciaux. On voit donc bien le lien très concret qui existe entre géopolitique et économie.

Pour ce qui est du commandement, il faut en revenir à ce que disait le général et académicien Ferdinand Foch en 1905 dans ses *Principes de la guerre*, en prônant l'obéissance active, autrement dit l'appel constant à l'intelligence, à la bonne compréhension de la finalité de la mission, confortée par toutes les initiatives possibles susceptibles de répondre à l'esprit de l'ordre donné. Souvenons-nous aussi de ce que disait le général de Gaulle du général Leclerc : "*C'était un grand général, parce qu'il a obéi à tous mes ordres... en particulier à ceux que je ne lui ai jamais donnés*". On le voit, la discipline suppose non pas la désobéissance, mais l'initiative. De plus, comprenons bien que l'autorité est d'abord une responsabilité vis-à-vis des hommes qui vous sont confiés, que ce soit dans l'entreprise ou dans les armées. D'où l'importance de faire grandir et s'épanouir ses collaborateurs en leur laissant prendre des initiatives, en faisant confiance à leur intelligence des situations, bref en pratiquant ce que nous, militaires, appelons la discipline humaniste. Quand un chef rencontre ses hommes ou quand un cadre rassemble ses collaborateurs pour la première fois, il ne doit pas se dire "*qu'est-ce que j'attends d'eux ?*", mais bien "*qu'est-ce qu'ils attendent de moi ?*"... ■

Vincent Desportes

Après une carrière opérationnelle qui l'a conduit à exercer des commandements multiples, le général de division (r) Vincent Desportes s'est orienté vers la formation supérieure, la réflexion stratégique et l'international. Dans ce cadre, il a notamment exercé aux Etats-Unis entre 1998 et 2003. Après deux années au sein même de l'US Army dont il est diplômé du *War College*, il a été attaché militaire à l'ambassade de France à Washington. De retour en France, il a été nommé Conseiller défense du Secrétaire général de la défense nationale avant de prendre la direction du Centre de doctrine d'emploi des forces ; pendant trois ans, il y a été responsable de l'élaboration des stratégies et du retour d'expérience de l'armée de terre. De 2008 à 2010, il a dirigé l'Ecole de Guerre, l'institut de formation supérieure des armées.

Ingénieur, docteur en histoire, diplômé d'études supérieures en administration d'entreprise et en sociologie, Vincent Desportes s'est par ailleurs investi dans le domaine de la réflexion stratégique et du leadership. Grand Prix 2016 de l'Académie française

pour son plus récent ouvrage *La dernière bataille de France* (Gallimard, 2015), il a publié de nombreux ouvrages de stratégie et de praxéologie ainsi que de multiples contributions à des revues françaises et étrangères. Conférencier international, il s'exprime depuis une dizaine d'années sur les thèmes de la stratégie et du



leadership dans les métropoles des différents continents.

Spécialiste reconnu des affaires stratégiques et militaires, il intervient très régulièrement en France et à l'étranger dans les grands débats radiophoniques et télévisés. Directeur de la collection *La pensée stratégique* chez

Nuvis, il est aussi conseiller stratégique du président de l'IFRI (Institut français des relations internationales), membre du conseil scientifique du Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégique. Professeur des universités associé à Sciences Po Paris, il enseigne la stratégie dans plusieurs grandes écoles, dont HEC. Vincent Desportes est aussi expert auprès de l'Association pour le progrès du management et président de Stratforce Conseil, société de formation et de conseil en entreprise ; à ce titre, il intervient régulièrement auprès des comités de directions et des dirigeants des plus grandes entreprises françaises.

Avant *La dernière bataille de France* (op.cit.), Vincent Desportes a notamment publié *Le piège américain - Pourquoi les Etats-Unis peuvent perdre les guerres d'aujourd'hui* (Economica, 2011), *La guerre probable - Penser autrement* (Economica, 2007-2008 - Prix de la Saint-Cyrienne, traduit en anglais sous le titre *Tomorrow's War*), *Introduction à la stratégie* (avec Jean-François Phelizon, Economica, 2007), *Décider dans l'incertitude* (Economica, 2004-2008, traduit en anglais sous le titre *Deciding in the Dark*,)...

Raison d'être des "Entretiens du Directeur"

En rencontrant tous les mois des personnalités de haut niveau qui pratiquent la géopolitique, Jean-François Fiorina aime à rappeler que l'intérêt de l'ESC Grenoble pour cette discipline répond à des objectifs bien précis :

"Notre volonté est d'inciter nos partenaires et nos étudiants à faire preuve d'un nouvel état d'esprit. Il s'agit de leur proposer non seulement une grille de lecture du réel adaptée aux enjeux du monde

contemporain, mais aussi de nouveaux outils d'aide à la décision. Pour les entreprises, il s'agit d'être capables de réagir le mieux et le plus rapidement possible. Pour nos étudiants, il s'agit moins d'évoluer sur le court terme que de se préparer à une course de fond.

D'où une formation qui vise davantage à former les esprits qu'à apprendre de simples techniques, qui, de toute façon, évolueront. Pour les uns comme pour les autres, il est cependant impératif

de bien comprendre l'intérêt de la géopolitique, non pas comme référent universitaire abstrait, mais comme méthode permettant d'approcher et cerner le monde dans sa complexité, afin d'être au plus près des enjeux réels. La géopolitique doit servir à gagner des marchés, ou du moins à ne pas en perdre. Autrement dit, elle constitue une clé précieuse pour évoluer dans le monde d'aujourd'hui, et surtout de demain". (Communication & Influence n°19, mai 2010). ■

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur www.diploweb.com et sur www.grenoble-em.com/geopolitique.